

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1955 No. 3

A. TITEL

*Verdrag betreffende de pensioenen van zeelieden, 1946
(Verdrag No. 71 aangenomen door de Internationale
Arbeidsconferentie in haar 28ste zitting);
Seattle, 28 Juni 1946*

B. TEKST**Convention (no. 71) concernant les pensions des gens de mer**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, convoquée à Seattle par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 6 juin 1946, en sa vingt-huitième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives aux pensions des gens de mer, question qui est comprise dans le deuxième point à l'ordre du jour de la session,

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-huitième jour de juin mil neuf cent quarante-six, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les pensions des gens de mer, 1946:

Article 1

Dans la présente convention, le terme „gens de mer” comprend toute personne employée à bord ou au service de tout navire de mer autre qu'un navire de guerre, qui est immatriculé dans un territoire pour lequel cette convention est en vigueur.

Article 2

1. Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail pour lequel la présente convention est en vigueur doit établir ou faire établir conformément à sa législation nationale un régime de pensions pour les gens de mer qui se retirent du service à la mer.

2. Le régime peut prévoir telles exceptions que le Membre estime-rait nécessaires en ce qui concerne:

- a) les personnes employées à bord ou au service:
 - i) des navires appartenant à une autorité publique, lorsque ces navires n'ont pas une affectation commerciale;
 - ii) des navires qui ne sont pas affectés, pour des fins commerciales, au transport de marchandises ou de passagers;
 - iii) des bateaux de pêche;
 - iv) des navires affectés à la chasse au phoque;
 - v) des navires dont la jauge brute est inférieure à 200 tonneaux enregistrés;
 - vi) des bateaux en bois de construction primitive tels que des dhows ou des jonques;

Convention (No. 71) concerning seafarers' pensions

The General Conference of the International Labour Organisation,

Having been convened at Seattle by the Governing Body of the International Labour Office, and having met in its Twenty-eighth Session on 6 June, 1946, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to seafarers' pensions, which is included in the second item on the agenda of the Session, and

Having determined that these proposals shall take the form of an international Convention,

adopts this twenty-eighth day of June of the year one thousand nine hundred and forty-six the following Convention, which may be cited as the Seafarers' Pensions Convention, 1946:

Article 1

In this Convention the term „seafarer” includes every person employed on board or in the service of any sea-going vessel, other than a ship of war, which is registered in a territory for which the Convention is in force.

Article 2

1. Each Member of the International Labour Organisation for which this Convention is in force shall, in accordance with national laws or regulations, establish or secure the establishment of a scheme for the payment of pensions to seafarers on retirement from sea service.

2. The scheme may embody such exceptions as the Member deems necessary in respect of —

(a) persons employed on board or in the service of —

(i) vessels of public authorities when such vessels are not engaged in trade;

(ii) vessels which are not engaged in the transport of cargo or passengers for the purpose of trade;

(iii) fishing vessels;

(iv) vessels engaged in hunting seals;

(v) vessels of less than 200 gross register tons;

(vi) wooden ships of primitive build such as dhows and junks;

- vii) pour autant qu'il s'agit de l'Inde et pendant une période de cinq années au plus à dater de l'enregistrement de la ratification de l'Inde, des bateaux affectés au cabotage, d'une jauge brute enregistrée ne dépassant pas 300 tonneaux;
- b) les membres de la famille de l'armateur;
 - c) les pilotes non membres de l'équipage;
 - d) les personnes employées à bord ou au service du navire pour le compte d'un employeur autre que l'armateur, à l'exception des officiers ou opérateurs de radio et du personnel du service général;
 - e) les personnes employées dans les ports qui ne sont pas employées habituellement sur mer;
 - f) les employés au service d'une autorité publique nationale qui ont droit à des prestations au moins équivalentes, dans l'ensemble, à celles prévues dans la présente convention;
 - g) les personnes qui ne reçoivent pas de rémunération pour leurs services ou ne reçoivent qu'une rémunération nominale, ou qui sont rémunérées exclusivement à la part;
 - h) les personnes travaillant exclusivement pour leur propre compte;
 - i) les personnes employées à bord ou au service soit de navires affectés à la chasse à la baleine, soit d'usines flottantes, soit de navires affectés aux transports y relatifs, ou employées à un autre titre pour les fins de la chasse à la baleine ou d'opérations similaires, dans les conditions régies par les dispositions d'une convention spéciale pour baleiniers ou convention analogue conclue par une organisation de gens de mer intéressée et déterminant les taux de salaires, la durée du travail ainsi que les autres conditions de service;
 - j) les personnes qui ne résident pas sur le territoire du Membre;
 - k) les personnes qui ne sont pas ressortissantes du Membre.

Article 3

1. Le régime doit satisfaire à l'une des règles suivantes:

- a) les pensions prévues par le régime:
- ii) doivent être versées aux gens de mer ayant accompli une période déterminée de service à la mer lorsqu'ils ont atteint l'âge de cinquante-cinq ou de soixante ans, selon ce qui sera prévu par le régime;
- ii) ne doivent pas être inférieures, y compris toute autre pension de sécurité sociale payable simultanément au pensionné, à la somme représentant 1.5 pour cent, pour chaque année de service à la mer, de la rémunération sur la base de laquelle une cotisation pour cette année a été payée pour son compte, dans le cas d'un régime prévoyant une pension à partir de

- (vii) in so far as ships registered in India are concerned and for a period not exceeding five years from the date of the registration of the ratification of the Convention by India, hometrade vessels of a gross register tonnage not exceeding 300 tons;
 - (b) members of the shipowner's family;
 - (c) pilots not members of the crew;
 - (d) persons employed on board or in the service of the ship by an employer other than the shipowner, except radio officers or operators and catering staff;
 - (e) persons employed in port who are not ordinarily employed at sea;
 - (f) salaried employees in the service of a national public authority who are entitled to benefits at least equivalent on the whole to those provided for in this Convention;
 - (g) persons not remunerated for their services or remunerated only by a nominal salary or wage, or remunerated exclusively by a share of profits;
 - (h) persons working exclusively on their own account;
 - (i) persons employed on board or in the service of whale-catching, floating factory or transport vessels or otherwise for the purpose of whaling or similar operations under conditions regulated by the provisions of a special collective whaling or similar agreement determining the rates of pay, hours of work and other conditions of service concluded by an organisation of seafarers concerned;
 - (j) persons not resident in the territory of the Member;
 - (k) persons not nationals of the Member.

Article 3

1. The scheme shall comply with one of the following conditions:
 - (a) the pensions provided by the scheme —
 - (i) shall be payable to seafarers having completed a prescribed period of sea service on attaining the age of fifty-five or sixty years as may be prescribed by the scheme; and
 - (ii) shall, together with any other social security pension payable simultaneously to the pensioner, be at a rate not less than the total obtained by computing for each year of his sea service one and a half per cent. of the remuneration on the basis of which contributions were paid in respect of him for that year if the scheme provides pensions on attaining the age of fifty-

l'âge de cinquante-cinq ans, et 2 pour cent dans le cas d'un régime prévoyant une pension à partir de l'âge de soixante ans;

b) le régime doit prévoir des pensions dont le financement — y compris celui de toute autre pension de sécurité sociale payable simultanément au pensionné et celui de toute prestation de sécurité sociale payable aux personnes qui étaient à la charge du pensionné décédé (telles qu'elles sont définies par la législation nationale) — nécessite des primes, de toute provenance, totalisant au moins 10 pour cent de la rémunération globale sur la base de laquelle sont versées les cotisations exigées par le régime.

2. Les gens de mer ne doivent pas participer collectivement pour plus de la moitié au coût des pensions payables en conformité du régime.

Article 4

1. Le régime doit comporter des dispositions appropriées soit pour le maintien des droits en cours d'acquisition des personnes qui cessent d'être soumises audit régime, soit pour le paiement à ces personnes d'une prestation constituant la contrepartie des cotisations portées à leur compte.

2. Le régime doit prévoir un droit de recours pour tout litige s'élevant au sujet de son application.

3. Le régime peut prévoir la déchéance ou la suspension totale ou partielle du droit à la pension dans le cas où l'intéressé a agi frauduleusement.

4. Les armateurs et les gens de mer qui contribuent au coût des pensions payables en vertu du régime doivent avoir le droit de participer, par l'intermédiaire de représentants, à l'administration du régime.

Article 5

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 6

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. La présente convention entrera en vigueur six mois après la date à laquelle auront été enregistrées les ratifications de cinq des pays suivants: Etats-Unis d'Amérique, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Danemark, Finlande, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Grèce, Inde, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Turquie et Yougoslavie, étant entendu que, de ces cinq pays, trois au moins devront posséder chacun une marine marchande d'une jauge brute

five years or two per cent. of such remuneration if the scheme provides pensions at the age of sixty years; or

(b) the scheme shall provide pensions the financing of which, together with the financing of any other social security pension payable simultaneously to the pensioner and any social security benefits payable to the dependants (as defined by national laws or regulations) of deceased pensioners, requires a premium income from all sources which is not less than 10 per cent. of the total remuneration on the basis of which contributions are paid to the scheme.

2. Seafarers collectively shall not contribute more than half the cost of the pensions payable under the scheme.

Article 4

1. The scheme shall make appropriate provision for the maintenance of rights in course of acquisition by persons ceasing to be subject thereto or for the payment to such persons of a benefit representing a return for the contributions credited to their account.

2. The scheme shall grant a right of appeal in any dispute arising thereunder.

3. The scheme may provide for the forfeiture or suspension of the right to a pension in whole or in part if the person concerned has acted fraudulently.

4. The shipowners and the seafarers who contribute to the cost of the pensions payable under the scheme shall be entitled to participate through representatives in the management of the scheme.

Article 5

The formal ratifications of this Convention shall be communicated to the Director-General of the International Labour Office for registration.

Article 6

1. This Convention shall be binding only upon those Members of the International Labour Organisation whose ratifications have been registered with the Director-General.

2. It shall come into force six months after the date on which there have been registered ratifications by five of the following countries: United States of America, Argentine Republic, Australia, Belgium, Brazil, Canada, Chile, China, Denmark, Finland, France, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Greece, India, Ireland, Italy, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Sweden, Turkey and Yugoslavia, including at least three countries each of which has at least one million gross register tons of shipping. This

d'au moins un million de tonnes enregistrés. Cette disposition a pour but de faciliter, encourager et hâter la ratification de la présente convention par les Etats Membres.

3. Par la suite, la présente convention entrera en vigueur pour chaque Membre six mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 7

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 8

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiqués par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la dernière ratification nécessaire à l'entrée en vigueur de la convention, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 9

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 10

A l'expiration de chaque période de dix années à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra présenter à la

provision is included for the purpose of facilitating and encouraging early ratification of the Convention by Member States.

3. Thereafter, this Convention shall come into force for any Member six months after the date on which its ratification has been registered.

Article 7

1. A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of ten years from the date on which the Convention comes into force, by an act communicated to the Director-General of the International Labour Office for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered.

2. Each Member which has ratified this Convention and which does not, within the year following the expiration of the period of ten years mentioned in the preceding paragraph, exercise the right of denunciation provided for in this Article, will be bound for another period of ten years and, thereafter, may denounce this Convention at the expiration of each period of ten years under the terms provided for in this Article.

Article 8

1. The Director-General of the International Labour Office shall notify all the Members of the International Labour Organisation of the registration of all ratifications and denunciations communicated to him by the Members of the Organisation.

2. When notifying the Members of the Organisation of the registration of the last of the ratifications required to bring the Convention into force, the Director-General shall draw the attention of the Members of the Organisation to the date upon which the Convention will come into force.

Article 9

The Director-General of the International Labour Office shall communicate to the Secretary-General of the United Nations for registration in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations full particulars of all ratifications and acts of denunciation registered by him in accordance with the provisions of the preceding articles.

Article 10

At the expiration of each period of ten years after the coming into force of this Convention, the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on

Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 11

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 7 ci-dessus, dénonciation immédiate de la nouvelle convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 12

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

the working of this Convention and shall consider the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision in whole or in part.

Article 11

1. Should the Conference adopt a new Convention revising this Convention in whole or in part, then, unless the new Convention otherwise provides,

(a) the ratification by a Member of the new revising Convention shall ipso jure involve the immediate denunciation of the Convention, notwithstanding the provisions of Article 7 above, if and when the new revising Convention shall have come into force;

(b) as from the date when the new revising Convention comes into force this Convention shall cease to be open to ratification by the Members.

2. This Convention shall in any case remain in force in its actual form and content for those Members which have ratified it but have not ratified the revising Convention.

Article 12

The English and French versions of the text of this Convention are equally authoritative.

C. VERTALING**Verdrag (no. 71) betreffende de pensioenen van zeelieden**

De Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie, door de Raad van Beheer van het Internationaal Arbeidsbureau bijeengeroepen te Seattle en aldaar bijeengekomen op 6 Juni 1946 in haar achtentwintigste zitting,

besloten hebbende verschillende voorstellen aan te nemen betreffende de pensioenen van zeelieden, welk onderwerp in het tweede punt van de agenda der zitting begrepen is;

besloten hebbende, dat deze voorstellen de vorm zullen aannemen van een internationaal Verdrag;

neemt heden, de 28ste Juni 1946, het volgende Verdrag aan, dat genoemd zal worden „Verdrag betreffende de pensioenen van zeelieden, 1946”.

Artikel 1

Voor de toepassing van dit Verdrag wordt onder de uitdrukking „zeelieden” verstaan iedere persoon, die werkzaam is aan boord of in dienst is van een schip, geen oorlogsschip zijnde, en ingeschreven in een gebied, waarvoor dit Verdrag van kracht is.

Artikel 2

1. Elk Lid van de Internationale Arbeidsorganisatie waarvoor dit Verdrag van kracht is, moet in overeenstemming met zijn nationale wetgeving een stelsel van pensioenen voor zeelieden, die uit de zeedienst ontslag nemen, vaststellen of doen vaststellen.

2. Het stelsel kan die uitzonderingen bevatten, welke het Lid noodzakelijk acht, voor zoveel betreft:

a. personen, werkzaam aan boord of in dienst van:

- 1e. schepen, in overheidsdienst, wanneer die schepen niet voor de handel gebezigd worden;
- 2e. schepen, die niet voor handelsdoeleinden gebruikt worden voor het vervoer van goederen of passagiers;
- 3e. vissersvaartuigen;
- 4e. schepen, gebruikt voor de robbenvangst;
- 5e. schepen met een bruto tonnenmaat van minder dan 200 register ton;
- 6e. houten vaartuigen van een primitieve constructie zoals „dhows” of jonken;
- 7e. schepen, bestemd voor de kustvaart met een bruto tonnenmaat van niet meer dan 300 register ton, voor zoveel het schepen betreft, die ingeschreven zijn in India, en gedurende

een tijdvak van ten hoogste vijf jaren na de inschrijving van de bekrachtiging van dit Verdrag door India;

- b.* leden van het gezin van de reder;
- c.* loodsen, niet leden van de bemanning;
- d.* personen, werkzaam aan boord of in dienst van het schip voor rekening van een andere werkgever dan de reder, met uitzondering van radio-officiëren en radio-telegrafisten en personeel van de civiele dienst;
- e.* personen, werkzaam in de havens, die gewoonlijk niet op zee te werk worden gesteld;
- f.* loontrekkende personen in overheidsdienst, die recht hebben op uitkeringen, die over het geheel ten minste gelijkwaardig zijn aan die, neergelegd in dit Verdrag;
- g.* personen, die geen beloning voor hun diensten ontvangen of die slechts een nominaal loon ontvangen, of die als beloning uitsluitend een deel van de winst ontvangen;
- h.* personen, die uitsluitend voor eigen rekening werken;
- i.* personen, werkzaam aan boord of in dienst van schepen, bestemd voor de walvisvangst of van fabrieks- of transportschepen op de walvisvangst betrekking hebbende of op andere wijze gebruikt voor de walvisvangst of dergelijke werkzaamheden, op voorwaarden, neergelegd in een collectieve overeenkomst voor de walvisvangst of een soortgelijke bijzondere overeenkomst, gesloten door een betrokken zeeliedenorganisatie, welke het bedrag van het loon, de arbeidsduur en de andere dienstvoorwaarden regelt;
- j.* personen, die niet woonachtig zijn in het gebied van het Lid;
- k.* personen, die niet de nationaliteit van het Lid bezitten.

Artikel 3

1. Het pensioenstelsel zal aan een van de volgende regelen moeten voldoen:

- a.* de pensioenen krachtens dit stelsel geregeld:
 - 1e. moeten uitgekeerd worden aan de zeelieden, die een bepaalde diensttijd verricht hebben, bij het bereiken van de leeftijd van 55 jaar of van 60 jaar, al naar gelang het stelsel zal bepalen;
 - 2e. mogen, met inbegrip van elke andere uitkering krachtens regelingen voor de sociale zekerheid, welke tegelijk aan de gepensioneerde betaald wordt, niet lager zijn dan 1,5 % van de beloning voor elk jaar dienst op zee, op de grondslag waarvan voor zijn rekening bijdragen zijn gestort voor elk jaar dienst op zee, in geval het een regeling betreft, welke een pensioen toekent met ingang van het vijfenvijftigste jaar, en van 2 % in geval het een regeling betreft, welke een pensioen toekent met ingang van het zestigste jaar;

b. de regeling moet pensioenen toekennen, waarvan de kosten, met inbegrip van die van elke andere uitkering krachtens regelingen voor de sociale zekerheid, welke tegelijk aan de gepensioneerde betaald wordt, en van die van enigerlei uitkering krachtens regelingen van sociale zekerheid te betalen aan personen, die ten laste van de overleden gepensioneerde kwamen (zoals die omschreven zijn in de nationale wet), een premie-opbrengst uit alle bronnen vorderen van ten minste 10 % van de globale beloning op basis waarvan de bijdragen, krachtens dit stelsel vereist, worden berekend.

2. De zeelieden mogen te samen niet meer dan de helft van de kosten dragen, die krachtens de regeling der pensioenen betaald moeten worden.

Artikel 4

1. De regeling moet passende bepalingen inhouden voor het handhaven van de aanspraken van de verzekerden, die ophouden onder de toepassing der regeling te vallen, of voor de betaling van een uitkering aan die personen, als tegenprestatie voor de op hun rekening geboekte bijdragen.

2. De regeling moet een recht van beroep kennen voor elk geschil ter zake van de toepassing.

3. De regeling kan een voorziening treffen voor het geheel of gedeeltelijk vervallen van het recht op pensioen of schorsing daarvan in gevallen, waarin de betrokkene frauduleus gehandeld heeft.

4. De reders en de zeelieden, die bijdragen in de kosten der pensioenen krachtens deze regeling te betalen, moeten het recht hebben om door middel van hun vertegenwoordigers aan de uitvoering deel te nemen.

Artikel 5

De officiële bekrachtigingen van dit Verdrag zullen worden medegedeeld aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau en door hem worden geregistreerd.

Artikel 6

1. Dit Verdrag zal slechts verbindend zijn voor de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie, die hun bekrachtigingen door de Directeur hebben doen registreren.

2. Het zal van kracht worden zes maanden, nadat de bekrachtigingen van vijf van de volgende landen zullen zijn geregistreerd: Verenigde Staten van Amerika, Argentinië, Australië, België, Brazilië, Canada, Chili, China, Denemarken, Finland, Frankrijk, Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland, Griekenland, Ierland, India, Italië, Joegoslavië, Nederland, Noorwegen, Polen, Portugal, Turkije en Zweden, met dien verstande, dat van die vijf landen er ten minste drie over een koopvaardijvloot beschikken

met een bruto tonnenmaat van ten minste een millioen registerton. Deze bepaling heeft ten doel de bekrachtiging van dit Verdrag door de Staten-Leden te vergemakkelijken, aan te moedigen en te bespoedigen.

3. Vervolgens zal dit Verdrag voor ieder der andere Leden in werking treden zes maanden na de datum, waarop de bekrachtiging van dat Lid zal zijn geregistreerd.

Artikel 7

1. Ieder Lid, dat dit Verdrag heeft bekrachtigd, kan het opzeggen na verloop van een termijn van tien jaren na de datum, waarop dit Verdrag van kracht is geworden, zulks bij een verklaring, toegezonden aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau en door deze in te schrijven. De opzegging wordt eerst van kracht een jaar, nadat zij is geregistreerd.

2. Ieder Lid, dat dit Verdrag heeft bekrachtigd en binnen een jaar na verloop van de termijn van tien jaren, bedoeld in het vorig lid, geen gebruik maakt van de bevoegdheid tot opzegging voorzien in dit artikel, zal voor een nieuwe termijn van tien jaren gebonden zijn en zal in het vervolg dit Verdrag kunnen opzeggen na verloop van elke termijn van tien jaren, onder de voorwaarden, bedoeld in dit artikel.

Artikel 8

1. De Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau zal aan alle Leden der Organisatie mededeling doen van de registratie van alle bekrachtigingen en opzeggingen, welke hem door de Leden der Organisatie zullen worden medegedeeld.

2. Bij de mededeling aan de Leden der Organisatie van de registratie van de laatste bekrachtiging, nodig voor het van kracht worden van het Verdrag, zal de Directeur-Generaal de aandacht van de Leden der Organisatie vestigen op de datum, waarop dit Verdrag van kracht zal worden.

Artikel 9

De Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau zal aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties ter registratie overeenkomstig het bepaalde in artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties, mededeling doen van de volledige bijzonderheden betreffende alle bekrachtigingen en opzeggingen, welke hij overeenkomstig de voorgaande artikelen heeft geregistreerd.

Artikel 10

Telkens na verloop van een termijn van tien jaren, te rekenen van de datum waarop dit Verdrag van kracht is geworden, moet de Raad van Beheer van het Internationaal Arbeidsbureau aan de Algemene

Conferentie een verslag uitbrengen over de toepassing van dit Verdrag en beslissen, of het wenselijk is de gehele of gedeeltelijke herziening van dit Verdrag op de agenda der Conferentie te plaatsen.

Artikel 11

1. Indien de Conferentie een nieuw Verdrag aanneemt, houdende gehele of gedeeltelijke wijziging van het onderhavige Verdrag, zal tenzij het nieuwe Verdrag anders bepaalt:

a. de bekrachtiging door een Lid van het nieuwe Verdrag, houdende herziening, ipso jure onmiddellijke opzegging medebrengen van het onderhavige Verdrag, niettegenstaande het bepaalde in artikel 7, onder voorbehoud evenwel, dat het nieuwe Verdrag, houdende herziening, van kracht is geworden;

b. van de datum, waarop het nieuwe Verdrag, houdende herziening, van kracht is geworden, het onderhavige Verdrag niet langer door de Leden bekrachtigd kunnen worden.

2. Het onderhavige Verdrag zal echter van kracht blijven naar vorm en inhoud voor die Leden, die het bekrachtigd hebben en die het nieuwe Verdrag, houdende herziening, niet bekrachtigen.

Artikel 12

Zowel de Franse als de Engelse tekst van dit Verdrag is authentiek.

D. GOEDKEURING

Het Verdrag behoeft de goedkeuring der Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Overeenkomstig artikel 5 van het Verdrag zijn bij de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau akten van bekrachtiging door de volgende Staten nedergelegd:

Frankrijk	9 December 1948
Noorwegen	4 Juli 1949
Bulgarije	29 December 1949

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen in werking treden zes maanden nadat voldaan is aan de voorwaarden omschreven in artikel 6, lid 2.

J. GEGEVENS

Voor het Statuut der Internationale Arbeidsorganisatie zie *Trb.* 1953, 130.

Voor het Handvest der Verenigde Naties, waarnaar in artikel 9 van het Verdrag wordt verwezen, zie *Trb.* 1951, 44 (met verbeterblad).

Uitgegeven de *tiende* Januari 1955.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. W. BEYEN.